

LES CRISES ECONOMIQUES ET LEURS EFFETS SOCIAUX ET POLITIQUES DANS UN LONG VINGTIEME SIECLE (1873-2008)

Plan

Introduction

I-1873-2008 : le siècle des extrêmes fut ponctué par 4 crises majeures.

II-Des crises singulières aux conséquences sociales et politiques extrêmes.

III-Dans quelle mesure peut-on comparer ces crises ?

IV-Comment les économistes ont-ils interprété ces crises et influé sur les réponses politiques?

Bibliographie

Ndlr- L'essentiel des articles spécialisé est consultable au CDI

Ouvrages généraux

S.BERSTEIN, P.MILZA, *Histoire du 20^{ème} siècle, t3 de 1973 à nos jours*, vers la mondialisation, Hatier, 2001

Y.CARSALADE, *les grandes étapes de l'histoire économique*, Ellipses, 1998

D.COHEN, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, le Seuil, la République des idées, 2006

E.HOBSBAWM, *l'Age des extrêmes*, André Versaille éditeur, 2008

Ouvrages spécialisés

N.BAVEREZ, *les Trente Piteuses*, Flammarion, 1998

J.FOURASTIE, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979, (Rééd. Hachette Pluriel n° 8363)

P.KRUGMAN, *Pourquoi les crises reviennent toujours ?*, le Seuil, 2000

B. MARCEL, J. TAÏEB, *Crises d'hier, crises d'aujourd'hui, 1873, 1929, 1973*, Nathan, 1996

B.ROSIER, *les Théories de la crise économique*, éditions de la Découverte, 2000

J.STIGLITZ, *Un autre monde, contre le fanatisme du marché*, Fayard, 2006

F.TOULON, *Croissance, crise et développement*, PUF, 1998

Articles spécialisés

M.PEI, A.D.ADESNIK, « crises économiques et changement politiques, une relation à reconsidérer », *Problèmes économiques*, 10 mai 2005, N°2664, pages 28-32

« Le financement de l'économie », in *les Cahiers français*, 331, mars-avril 2006

« La poussée de fièvre des hedge funds », in *Problèmes économiques*, N°1362, 19-25 octobre 2006, page 2sq

« 1997-2007 : l'après crise en Asie ; leçons et incertitudes », in *Problèmes économiques*, 19 décembre 2007, pages 1sq

« Découverte de l'économie », in *les Cahiers français*, 345, juillet-août 2008

« Quel monde après le krach ? » in *l'Expansion*, novembre 2008, pages 28 sq

« Spécial crise », *Alternatives économiques*, novembre 2008 page 45-72

« L'état de la mondialisation, 2009 », *Alternatives internationales*, décembre 2008

« le Monde en 2009 », *Courrier international*, HS n°26, décembre 2008-février 2009

« Psychologie des crises financières » in *Sciences Humaines*, n°199, décembre 2008, pages 17 sq

L.VAN LEMESLE sur <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-83.htm>

Introduction.

✍ Partons pour comprendre une crise économique de son sens médical : la « crise » désigne la courte période où des réactions violentes mènent soit au sursaut du malade, soit à la victoire de la maladie. Du grec « krisis », le mot signifie « jugement » et induit une décision.

✍ La définition économique de la crise pourrait partir du même postulat : une rupture sur un cycle de croissance conduisant soit à un redémarrage de la croissance, soit à une récession. C'est un moment normal, une sorte de crise purgative pour éliminer les acteurs économiques « malsains » pour les uns, le reflet des carences du capitalisme pour les autres. La fin d'année dernière nous incline à y voir un état normal de l'économie quand en fait il s'agit d'une exception.

Doc 1 : Nathan, tableau 1 page 54. La croissance est continue sur la période 1820-2005, malgré de graves crises. Le PIB / hab a été multiplié par 16 pour la France, 22 pour les Etats-Unis, 40 pour le Japon, 9 pour le monde. Cela traduit une formidable expansion mais de profondes inégalités selon l'endroit de la planète où se pose notre regard.

✍ la crise enfante souvent néanmoins d'un monde nouveau : la grande dépression qui suit 1873 ouvre l'ère coloniale, celle de 1929 consacre l'Etat providence, celle de 1973 ouvre la mondialisation et la déréglementation. A quoi va aboutir celle de 2008 ? Les conséquences ne sont pas toutes négatives : une crise stimule souvent l'innovation et le progrès technique. Ces crises suscitent des interprétations contradictoires par les économistes. Il faut aussi en faire une synthèse.

Problématique : dans quelle mesure est-il pertinent de comparer les 4 crises majeures de ces 150 dernières années, qui ont marqué le passage de la société industrielle à la société post-industrielle ?

I- 1873-2008 : le siècle des extrêmes est ponctué par 4 crises majeures et singulières.


Doc 2 - " *Que pensez-vous de la situation économique et financière des Etats-Unis ? Certains estiment que la façade actuelle, d'apparence fort brillante, le développement constant de la production, montré par presque toutes les statistiques, l'ascension continue des cours à Wall Street ne pourront point longtemps se continuer et qu'une crise brutale, un jour prochain, éclatera.*


- Il ne pourra s'agir d'une crise violente. Des trusts ont été formés qui détiennent une grande partie des actions des sociétés qu'ils considèrent comme les meilleures. Ces trusts auront une action régulatrice. J'estime toutefois qu'une crise pointe aux Etats-Unis. Des sources de richesse sont taries. Les agriculteurs se plaignent ; la situation du textile est difficile. Il y a surproduction d'automobiles ; les stocks s'accroissent faute de débouchés, et un ralentissement dans la production automobile atteindra directement les industries métallurgiques, industries de base. En outre, la hausse continue des titres a développé le goût de la spéculation : des Américains ont emprunté de l'argent à 9 % pour acheter des titres ne rapportant que 2 % mais qu'ils espéraient revendre à bénéfice. Des reculs comme ceux qui se sont produits ces jours derniers à Wall Street ne sauraient être négligés ; ils sont comme des signes avertisseurs."

Interview de Paul Reynaud (homme politique français) au journal français "Le Temps", le 15 octobre 1929.

Cette analyse pourrait, sortie de son contexte, renvoyer à l'apparente actualité. Pourtant dans les faits les sociétés ont diamétralement changé ; si les comparaisons permettent de dégager quelques points communs, les divergences l'emportent largement : une société qui de rurale est devenue industrielle puis post-industrielle, une société d'épargne à une société d'endettement, de crédit et de consommation,... Une similitude demeure néanmoins entre les crises de 1873, 1929, 1973 et 2008 : elles sont toutes nées d'une impasse de la société industrielle ou des modes d'organisation du travail héritées de la société industrielle. Elles ont en commun de marquer la rupture avec les traditionnelles crises de subsistance alimentaires de l'Ancien Régime...

1) 1873 : le krach de Vienne et la grande Dépression.

 les deux dernières décennies du 19^{ème} siècle sont marquées par des problèmes économiques majeurs : le taux de profit des entreprises baisse tendanciellement, la croissance diminue de 50% avec des taux autour de 2%, des faillites bancaires (Union générale en France en 1882, Barings en 1890). Ces indicateurs passent au rouge à cause du ralentissement de la demande notamment dans la sidérurgie : l'essentiel des réseaux ferrés est construit, les placements européens fuient le vieux continent pour les pays neufs (Etats-Unis, Japon), et le tout est aggravé par une crise alimentaire dans des sociétés encore souvent profondément rurales.

 la crise bancaire a des origines plus complexes : ce contexte de fuite des capitaux amène à l'effondrement des bourses allemandes. Les Etats d'Allemagne sont privés de débouchés coloniaux, déterminants alors, et ont utilisé les 5MM de francs versés à titre de réparation par la France dès 1872. En 1873, les banques allemandes manquent de liquidités. Les faillites bancaires provoquent le krach de Vienne en 1873. Ces faillites et drames en cascade accréditent la thèse défendue par D. Cohen : la mondialisation de la fin du 19^{ème} siècle était plus poussée sur deux points au moins, l'importance des migrations internationales d'une part, l'exportation de l'épargne mondiale en dehors du territoire national d'autre part.

✍ la période qui suit s'inscrit dans ce que les économistes appellent la Grande Dépression : aggravée par les problèmes agraires, elle se caractérise par des méventes accrues et une baisse des prix de gros (passant de l'indice 144 en 1873 à 92 en 1887). Les effets de la crise se font partout sentir mais de façon décalée dans le temps : particulièrement aiguë entre 1873 et 1878 en Europe, prolongée entre 1882 et 1884 aux Etats-Unis. Par exemple, la faillite de la Barings s'explique par ses intérêts malheureusement placés dans les exploitations agricoles argentines. Les mauvaises récoltes successives obligent la City à rapatrier des liquidités de New York, plongeant la Grosse Pomme dans le brouillard... Une grave pénurie de liquidité touche New York, provoquant la cessation des commandes de matières ferroviaires...

Doc 3. Graph 2 page 192 -B.MARCEL, C.TAÏEB, *Crises d'hier, Crises d'aujourd'hui* (1873, 1929, 1973)

2- 1929 : le Jeudi Noir, effet plus que cause de la plus grave crise économique du 20^{ème} siècle.

✍ La cause première de cette crise est la sortie délicate de la première guerre mondiale : des difficultés persistent jusqu'en 1925-26 notamment chez les vaincus. La croissance est alors déjà soutenue par les crédits américains mais dès 1921 le secrétaire au Trésor Mellon le rend moins accessible. Ce coup de frein protectionniste plombe encore davantage l'économie mondiale.

✍ Conséquence de cette décision : les Européens cessent d'acheter, les pays neufs se retrouvent sans débouchés, on est en situation de surproduction avec une offre largement supérieure à la demande. Certains cas particuliers aggravent la donne : en 1923, Tokyo est frappée par un terrible tremblement de terre qui détruit la ville et coûte la vie à plus de 100 000 personnes. L'Allemagne voit son économie plombée par les premières demandes de réparations des Français et l'exploitation irrationnelle de ses ressources minières et sidérurgiques, en dédommagement de la 1^{ère}GM. Elle doit dévaluer : le dollar valait 18 000 marks en janvier 1923. En novembre, il vaut 4200 milliards de marks.

✍ l'euphorie des « roaring twenties » (années folles) perdure car les profits liés à la spéculation boursière masquent la réalité plus terne de l'économie réelle, au ralenti. le fonctionnement de la bourse américaine encourage notamment la spéculation : un spéculateur peut emprunter auprès de son agent de change (broker) 90% des sommes dont il a besoin sous réserve qu'il laisse en dépôt 10% des titres qu'il a acquis. Les Anglais à la Conférence de Gênes essaie bien de fixer des cadres à cette économie chancelante, en mettant en place le Gold Exchange Standard (toutes les monnaies sont définie par rapport au cours de l'or, valeur refuge, et de la livre). Depuis l'été le cours des valeurs de matières premières industrielle chute, les secteurs de la mécanique et de l'automobile sont en crise, et les ordres de vente se multiplient. La banque Morgan essaie de créer un pool bancaire pour limiter ces ventes, mais il est trop tard, la panique s'empare des petits porteurs : 13M de titres sont venus le 21 octobre, plus de 16M le lendemain. A la fin de l'année les valeurs industrielles ont chuté entre 35 et 90%. Ayant acheté leurs titres à crédit, ces actionnaires sont endettés et ne peuvent rembourser leurs dettes. Les épargnants craignent la faillite et retirent leur argent aux guichets. 2300 banques font faillite en 1931. Elles sont contraintes faute de liquidités de refuser de nouveaux prêts bancaires à ceux qui dans un premier temps sont marginalement touchés par la crise (agriculteurs, commerçants). L'arrêt du crédit à la consommation provoque un cycle infernal où la crise nourrit la crise et où tout s'effondre comme un château de cartes : 30 monnaies doivent être dévaluées.

3) 1973 où l'entrée dans les Trente Piteuses (N.BAVEREZ) de la croissance molle.

✎ Un faisceau de causes explique cette crise dont l'originalité tient à la conjonction de deux phénomènes inédits : une stagnation de la croissance d'une part, une forte inflation d'autre part. On parle de « stagflation ». Quelles sont ces causes ?

- un facteur social : la remise en cause du taylorisme et du fordisme social : le système a montré ses limites, les slogans « halte à la croissance » fleurissent. Pour les entrepreneurs les salaires pèsent de plus en plus lourd, plombant le taux de profit. Le financement de l'investissement devient difficile.
- Un facteur économique : cette crise se matérialise par une forte incertitude pesant sur la croissance, appelée le stop and go (cesser puis repartir). Les premières réponses apportées aggravent plutôt qu'elles ne l'améliorent la situation
- Un facteur géopolitique enfin : les pays arabes perdent la guerre lancée contre Israël le jour de Kippour 1973. Jugeant les Occidentaux pro-israéliens, les pays de l'OPEP provoquent un premier choc pétrolier en multipliant par 4 le prix du baril de pétrole, entraînant le ralentissement industriel du monde entier.

4) 2008 : tsunami économique après les séismes de 1987 et 1997.

✎ Cette crise grave est la première de l'ère post-industrielle, caractérisée par l'omniprésence des NTIC qui ont notamment permis la globalisation financière en favorisant les montages financiers de plus en plus complexes et de plus en plus risqués. On recherche un profit maximum en prenant un maximum de risque en dehors de l'économie réelle, sur les marchés financiers. Une bulle gonfle de manière irrationnelle dans deux secteurs, l'immobilier et la bourse. 2 épisodes inquiétants ont pourtant montré les limites de cette spéculation.

► En 1987, la bourse de Wall Street connaît un krach plus dramatique qu'en 1929, le Dow Jones baisse en 6 jours deux fois plus que dans toute l'année 1929. Déjà on critique la déconnexion entre l'économie réelle et l'économie de devises : les échanges quotidiens de devises représentent 500 milliards de dollars, quand les échanges mondiaux de biens créent en une année « seulement » 3500 milliards de recettes (à peine 9 milliards de dollars / jour).

► En 1997, en Asie du sud-est, sur fond de crise japonaise durable, une crise sectorielle affecte durement l'économie : la majorité des valeurs de la nouvelle économie (start up) sur lesquels tous les spéculateurs et les traders s'étaient tournés s'effondre, ruinant la plupart des investisseurs sur ce secteur. Les NTIC créent alors 10% de la richesses mais attirent 50% de l'investissement total, car les investisseurs y voient l'économie de l'avenir. Or cette économie de virtuel ne se concrétise pas encore dans le monde réel, elle ne donne pas des biens concrets sur le marché qui donnent du poids à cette économie réelle.

✎ la crise de 2008 est une double crise, partie de l'éclatement de la bulle immobilière, pour des raisons bancaires et financières, et élargie peu à peu à tous les acteurs de la finance. Dans son éditorial de novembre 2008, C.CHAVAGNEUX parle d'un « infarctus libéral ». Cette crise est liée à un processus incontrôlé, la titrisation.

► le principe de la titrisation est le transfert de risque : une banque prête à 3 particuliers 100. Le total des crédits est de 300. Pour éviter toute impossibilité de paiement des particuliers, et ne pas récupérer sa mise, la banque invente un artifice (légal) : elle crée un véhicule, un organisme financier qui transforme ces crédits en titres sur le marché financier. Il regroupe les divers crédits, réalisant une sorte de « pool », et les titres sont vendus en bourses à différents investisseurs (assurances, fonds de pensions, hedge funds, banques...). Ces investisseurs se partagent le risque, une fois que les agences de notation ont évalué, « noté » les titres selon le risque auquel ils correspondent. Ces titres ont un risque et une rémunération très variée. La

banque se rembourse en prenant une commission sur le « véhicule » de 1 à 2%, ce qui pour elle représente beaucoup plus que les seuls intérêts des crédits initiaux. Le problème est venu des subprimes : quand les banques n'ont plus eu de prêts à fournir à des clients solvables, elles ont prêté à des individus dont elles savaient qu'elles ne pourraient rembourser. Elles prévoyaient qu'en devenant propriétaire, ces créanciers précaires pourraient profiter du boom de l'immobilier, réaliser une plus value en revendant leur bien immobilier et rembourser la banque. De plus, elles pensaient que tous ne pouvaient devenir insolvable en même temps. Pourtant la crise immobilière a rendu ce schéma possible et provoqué une crise majeure. Les investisseurs comme les compagnies d'assurance (Fannie Mae et Freddie Mac), puis les banques qui avaient créé des véhicules (Merril Lynch, Lehmann Brothers) ont fait faillite, notamment car elles n'avaient aucune liquidité en stock... Les hedge funds (fonds de couverture) s'étaient spécialisés dans ce type de risque ; ils l'ont tous payé.

II-Des crises singulières aux conséquences extrêmes.

1) 1873 ouvre la grande aventure coloniale et stimule l'innovation.

✎ Les puissances européennes privées de débouchés pour leurs biens manufacturés de base, doivent trouver des alternatives pour rester les leaders de l'économie mondiale.

► Le choix de se lancer dans l'aventure coloniale tient en partie à cette crise : il faut imposer les surplus de production aux pays colonisés.

► par ailleurs les innovations se diffusent à des strates plus larges de la société : le procédé Bessemer (1867) permet la diffusion d'aciers à toute la société, notamment via l'automobile). Les innovations imposent une nouvelle organisation du travail, théorisée par le taylorisme et le fordisme. Elles amènent aussi à une refonte de l'organisation des entreprises : le capitalisme individuel cède sa place à des holdings où divers actionnaires se partagent le capital de l'entreprise. Au début du 20^{ème} siècle, on compte déjà plus de 300 multinationales dont 120 sont américaines.

✎ les conséquences sont souvent négatives :

► les délits de vagabondage augmentent de 48% à Paris entre 1880 et 1892.

► sur le plan politique, les décisions prises par les grands groupes industriels pèsent lourdement : alors que les banques européennes recherchent la stabilité et sont plutôt pacifistes en 1914, les grands conglomérats industriels comme Krupp ou Schneider sont bellicistes.

► la solution trouvée provoquera en partie les inégalités de développement actuels, à savoir la colonisation et l'impérialisme. L'impérialisme et l'accélération de la colonisation sont en effet les conséquences directes de la dépression. L'industrialisation des pays neufs prive la Grande Bretagne de ses débouchés extérieurs : dans son contexte l'aventure colonial ouvre de nouveaux marchés ; pour qu'ils soient durables, il faut entretenir la situation de sous-développement des pays colonisés et les priver du décollage industriel. Toutes les puissances de l'époque font de même : le Japon prend des îles aux Chinois dont Formose (traité de Shimonoseki en 1895), les Américains volent Cuba (île à sucre), Porto Rico et les Philippines aux Espagnols en 1898, la France peuple l'Algérie et dans une moindre mesure l'Indochine. Ces conflits coloniaux sont en partie responsables de l'émergence des systèmes d'alliance de la première guerre mondiale, et donc du conflit qui fut avant toutes choses le « choc des impérialismes ».

✎ la société industrielle est le produit de cette Grande Dépression en fin de compte :

► urbanisation liée à l'exode rural et au déclin du monde paysan, même si les situations sont variables. Un vaste effort de restructuration et de rénovation urbaine est entrepris.

► avec l'urbanisation, progresse l'industrialisation.

► les classes populaires gagnent en homogénéité et se syndicalisent massivement : en Angleterre le Trade Union Congress regroupe 4M d'adhérents , l'American Federation of Labor 2M.

✎ Cette société n'est pas totalement recomposée pourtant :

► Une nouvelle hiérarchie mondiale se met en place, consacrant déjà le recul de la France et de la Grande Bretagne : l'Europe continue néanmoins de concentrer 46% de la grande industrie moderne, mais les Etats-Unis sont déjà devenus les numéros 1 (35% de la production) loin devant l'Allemagne (15,7%).

► L'Europe fonde encore sa puissance sur le commerce, la finance, les transports (maritimes) et les communications (télégraphe). L'Europe reste le centre de la finance mondiale (90% des capitaux investis) et le volume de ses exportations augmente de 4% ou plus par an entre 1890

et 1913. La reprise est durable à partir de 1895, grâce notamment à la découverte des mines d'or en Alaska et de diamant en Afrique du sud.

2) 1929, à l'origine de la 2^e GM et de l'Etat Providence à la fois ?

✎ la première conséquence de la crise boursière, de spéculation, est une crise économique

- ▶ une crise bancaire : d'abord la banque autrichienne du Kredit Anstalt, qui dans son sillage entraîne la Danat Bank allemande. En deux ans 2300 banques font faillite.
- ▶ une crise monétaire : l'Angleterre est conduite à dévaluer sa monnaie de 40%, montrant les limites du Gold Exchange Standard
- ▶ qui se répand dans l'économie réelle, les entreprises, sur toute la planète : 6M de chômeurs en Allemagne, jusqu'à 15 aux Etats-Unis, 3M en Angleterre. La production industrielle de 1932 est 40% inférieure à celle de 1929. La crise agricole complique la donne, et la crise industrielle est particulièrement forte dans les pays récemment industrialisés (Pologne, Allemagne)

✎ elle provoque des réactions très diverses mais le protectionnisme et l'interventionnisme deviennent la norme

-aux Etats-Unis le protectionnisme se matérialise par les lois de neutralité et surtout les lois cash and carry entre 1935 et 1937 : embargo sur les ventes d'armes, interdiction des ventes d'armes aux pays belligérants. En vertu de la clause cash and carry, toute marchandise destinée à des belligérants ne peut être que payée en argent cash et ne pas être transportée par un navire américain. Cette loi prévaut jusqu'à la loi prêt bail de 1941. L'interventionnisme transparaît dans le New Deal reprenant les idées de Keynes : l'Etat doit s'endetter pour relancer la machine, par des grands travaux, une protection accrue des salariés (Wagner Act), une planification et une modernisation des différents secteurs avec une foultitude de subventions (IAA, AAA).

-En Allemagne, Hitler refuse d'honorer le traité de Versailles et développe son armée dans une logique défensive et industrielle. Il opte pour des grands travaux visant à refaire de l'Allemagne une puissance qui compte : autoroutes, rénovation urbaine, réductions d'impôts, secours aux nécessiteux. Il crée un Etat militaire, s'appuyant sur un complexe militaro-industriel puissant grâce aux industries sidérurgiques (Krupp) et chimiques (Bayer). 26% du PNB est consacré à l'économie de guerre dès 1937. La politique impérialiste (Anschluss, Sudètes) est aussi la réponse à la crise allemande.

-En France, touchée moins durement mais plus durablement, l'Etat choisit de baisser ses dépenses de 10% (baisse de 15% du salaire des fonctionnaires), impose la baisse des prix des loyers, des taux d'intérêt, du prix du pain...et lance une politique de grands travaux également (HBM) ;

✎ C'est pourtant sur le plan politique que la crise de 1929 a les conséquences les plus retentissantes :

Doc 4 - « La mémoire de guerre s'était appropriée la religion et la nature, ces forces traditionnellement consolatrices. Elle fut aussi travaillée par la banalisation, phénomène qui se chargea de rabaisser l'échelle de la terreur à un niveau ordinaire et acceptable. (...) La banalisation permettait de s'accommoder de la guerre, sans l'exalter ni la glorifier (...).

La poursuite, dans la paix, des attitudes agressives de la guerre entraîna une « brutalisation » de la vie politique et accentua l'indifférence à l'égard de la vie humaine. (...) Cette brutalité politique qui se dessina à partir de 1918 devait redonner aux hommes leur énergie combative, les pousser à se battre sauvagement contre les ennemis politiques, engourdir leur sensibilité face à la cruauté et à la mort d'êtres chers.


L'Angleterre, pays victorieux où la transition de la guerre à la paix avait été relativement douce, purent maîtriser en partie ce durcissement. L'Allemagne n'eut pas cette chance et la violence envahit toute la scène politique. (...) La guerre, en quelque sorte, se poursuivait. L'indifférence croissante à la mort de masse est un signe de cette brutalité, mais elle n'est pas facile à démontrer. Par exemple, le meurtre de 49 juifs, en 1903, à Kichinev, avait provoqué un scandale international. Berlin, Paris, Londres, protestèrent officiellement, puis de nombreux pays suivirent. (...) Mais personne ne prêta la moindre attention (à part les juifs eux-mêmes) aux pogroms russes de 1919 où périrent près de 6000 juifs». G.L.MOSSE, *de la Grande guerre au totalitarisme*, Hachettes pluriel, 1999

-parmi les sentiments qui progressent le plus, l'antisémitisme et le racisme, entre autres formes d'intolérance : tensions accrues également entre urbains et ruraux, survivant grâce à leur autoconsommation, entre les ouvriers et les paysans, entre les ouvriers et les « cadres ». La crise parachève la « brutalisation » des mœurs engendrée par la première guerre mondiale (G.Mosse), l'ensauvagement. La violence de guerre s'est transposée sur le champ politique. La France est une bonne illustration aussi (crise du 6 février 1934, essor des ligues notamment à partir de groupes d'anciens combattants) même si les velléités fascistes restent rares. Ce racisme ordinaire se couple souvent et surtout à un anti-communisme et à une peur radicale du bolchevisme.

Doc 5-« Sans la Grande Crise, le fascisme aurait-il pris une telle importance dans l'Histoire Universelle ? Probablement pas. L'Italie seule n'était pas une base prometteuse d'où ébranler le monde. Dans les années 1920, aucun autre-mouvement contre-révolutionnaire européen de la droite radicale ne semblait avoir beaucoup d'avenir (...) En Allemagne, les piliers de la société impériale, les généraux, les fonctionnaires et les autres avaient apporté quelque soutien aux forces paramilitaires et autres gros bras après la révolution de Novembre, tout en consacrant (de manière bien compréhensible) l'essentiel de leurs efforts à préserver la nouvelle République (...). De toute évidence c'est la Grande Crise qui, de phénomène politique marginal, transforma Hitler en maître potentiel, et finalement réel du pays ».

E.J.HOBSBAWM, *l'Age des extrêmes, histoire du court 20^{ème} siècle*, André Versaille éditeur, 2008.

3) 1973 ouvre le grand bal de l'économie-monde et de la globalisation financière.

 1973 ébranle les certitudes héritées de l'après crise de 1929 : les solutions keynésiennes (l'endettement de l'Etat pour créer de la croissance) ne fonctionnent plus, les mécanismes de Bretton Woods sont inopérants ou insuffisants face à ce type de crise, les secteurs de l'automobile, de l'électroménager, de l'immobilier (1980-82) sont les plus touchés car ils subissent le contrecoup de l'augmentation du prix du pétrole et la nouvelle concurrence de la main d'œuvre asiatique. Le secteur des services n'est pas épargné (transport civil aérien, tourisme dans les années 1990). Les conséquences sont d'abord sociales et économiques :

► apparition d'un chômage durable même si les taux varient d'un pays à l'autre. Toutes les politiques de l'emploi, incitatives ou coercitives, ont plus ou moins échoué, surtout en France

Doc 6 – Marcel, Taïeb, *taux de chômage et taux de profit*, page 32. Le chômage double en moyenne pour les pays de l'OCDE ; seuls les pays anglo-saxons ont maintenu le cap après avoir connu une inquiétante augmentation entre 1973 et 1979. Il touche particulièrement les ouvriers spécialisés, difficilement réinsérables dans une société de services pour laquelle ils sont sous-qualifiés. Dans les services, le chômage n'est pas la norme mais on voit de manière inquiétante se développer la précarité, sous couvert de flexibilité plus grande pour les entreprises.

► corollaire du chômage, diverses formes d'exclusion apparaissent durablement : les SDF, notamment au Japon et dans la vieille Europe, traduisant à la fois le délitement du lien social et le déclin des structures traditionnelles de solidarité, plus que la crise économique elle-même.

► paradoxalement et contrairement à 1929 le taux de profit continue d'augmenter, en partie parce que le coup de frein dans l'économie réelle est compensé par les plus values sur les marchés financiers. Cela explique en partie le constat édifiant dressé par Cohen d'une perversion de l'économie post-industrielle : les managers sont aussi des superactionnaires et l'écart se creuse terriblement entre les plus riches et les plus pauvres. Rockefeller disait au début du 20^{ème} siècle qu'un patron ne devait pas être payé plus de 40 fois le salaire de son ouvrier. Aujourd'hui, ce rapport est de 4000.

► c'est enfin l'entrée pour tous dans une société d'endettement : l'endettement total des Etats-Unis franchit la barre des 11000 milliards de dollars en 1990, dans le même temps celui du tiers monde a été multiplié par 15.

► Enfin une réelle violence sociale s'est développée, matérialisée par la ghettoïsation accrue dans toutes les sphères de la société civile : la flambée de l'immobilier a repoussé toujours plus loin les plus humbles du centre ville, et renforcé le poids des classes supérieures dans l'hypercentre. Jamais ils ne se côtoient, et se méconnaissent gravement (cf crise des banlieues de novembre 2005 : on notera qu'elle fut moins sensible à Marseille, et que bizarrement la structure même de la ville invite à plus de mixité sociale et ethnique). Au niveau de l'entreprise les ingénieurs ne voient plus les ouvriers, les cellules de recherche développement ne sont plus sur le site de production. Au niveau de la famille enfin, le père n'est plus un modèle d'autorité, soit parce qu'il est absent à cause de son travail, soit parce qu'il n'a justement pas de travail et qu'il ne rapporte pas d'argent à la maison... La violence est donc présente à tous les niveaux de la société, et ce qu'elle que soit son statut, sa position sociale : partout les années 1980 révèlent au grand jour la corruption généralisée des systèmes politiques et économiques. Scandales politico-financiers affectant les instances dirigeantes du PS (affaire Urba coûtant cher à Bérégovoy, Emmanuelli) ou du RPR (mairie de Paris sous Chirac), pratiques mafieuses dans les secteurs bancaires (crise financière et immobilière nipponne des années 1985 à 1995 au moins), ... Ces dérives donnent lieu à des tentatives d'épuration globale : soit menée par les autorités judiciaires et politiques (opération manipolite (mains propres) en Italie dans les années 1980...) soit menée par des groupuscules terroristes voulant anéantir un Etat capitaliste jugé déviant (bande à Baader en Allemagne, années de plomb en Italie)

► cette violence sociale sort sans doute renforcée de la phase ultralibérale des années 1980, qui ont coïncidé avec une dérégulation totale sous Reagan aux Etats-Unis et Thatcher en Grande Bretagne.

✍ Le monde est plus complexe car des espaces très divers et inconnus sont interconnectés, il est aussi plus évolutif : les peurs n'en sont que démultipliées. La remontée des extrêmes dans toute l'Europe a à voir avec cette situation. J.Haider en Autriche, Poutine en Russie, Le Pen (fort électorat ouvrier) ou Besancenot en France...

3) Anticiper l'après 2008 ?

✍ Peut-on espérer le retour d'une certaine régulation, comme l'y invitent de récents Prix Nobel d'Economie, Stiglitz ou Krugman par exemple... La crise financière, le scandale Maddoff aux Etats-Unis, Kerviel en France, ont montré les limites des mécanismes de sécurité et définitivement mis en question les institutions de Bretton Woods : les agences de notation n'ont pas vu venir la crise, et pour cause, elles sont payées sur des commissions payées par les

partenaires financiers émettant les titres (avec en plus des cas de népotisme...)... Certaines banques ont aussi fermé les yeux sur des courtiers peu regardants, espérant une embellie future. L'interventionnisme des Etats (Brown, Sarkozy), parfois tardif (Paulson), peut apparaître comme une solution mais suffit-elle à rassurer et à relancer la machine comme en 1929 ? Sans doute pas mais il est inévitable et nécessaire. La crise est morale surtout ! Comment faire comprendre à des salariés licenciés qu'ils ne peuvent être dédommagés quand les Etats mettent la main à la poche pour sauver des groupes bancaires irresponsables ?

✍ les conséquences économiques sont déjà sensibles, mais pour l'instant nous ne faisons que les entre-apercevoir dans quelques secteurs clefs comme l'automobile, où malgré la flexibilité et la théorie des flux tendus, on assiste à une crise de surproduction. Les secteurs bancaires sont en pleine restructuration, on s'achemine encore vers davantage de concentration, des OPA, des géants en devenir. La crise de l'immobilier perceptible dès 2006 risque de s'aggraver, notamment pour les biens médiocres. Le moral des ménages est en berne, et au niveau des entreprises les capacités d'autofinancement ont reculé de 20 points en deux ans. Rien qui n'incite à l'optimisme, donc. Enfin cette crise a cela de différent de celle de 1987 et 2007, elle n'est pas sectorielle et elle sera mondiale : la Russie est déjà gravement touchée, les pays du sud sont gravement affectés par la remontée des cours des matières premières agricoles notamment, la Chine voit pour la première fois depuis 2000 sa croissance ralentir.

III-Jusqu'où la comparaison entre les crises est-elle pertinente ?

Il faut mettre bien à part la crise de 2008, parce qu'on en ignore les conséquences à moyen terme, parce que les médias saturent les ondes de nouvelles néfastes pas toujours rationnelles sur le long terme économique. Il ne faut pas nier la part de hasard qui subsiste en économie, laquelle n'est pas une science exacte.

✍ Trois crises différentes en termes :

► de durée : 1929-1939 est l'épisode le plus dramatique mais le plus court, la grande Dépression de la fin du 19^{ème} siècle s'étend sur un quart de siècle au moins. Enfin la crise actuelle a débuté depuis plus de vingt ans.

► Les indicateurs économiques surtout révèlent ces différences entre les crises : la crise de 1929-1939 voit la chute conjointe de tous les grands indicateurs économiques et le recul dure plusieurs années. Par ses manifestations et sa durée, elle se rapproche davantage de la crise de 1846-1851 que de la dépression débutée en 1873. La production recule et il faut attendre l'après guerre pour retrouver le niveau de 1929. Pour les autres crises, il n'y a pas de recul de la production, mais une décélération de la croissance, un ralentissement de la prospérité.

► Si les trois crises sont mondiales, des différences fondamentales subsistent : la crise de 1873 touche moins les puissances neuves (Japon, EUA) que la vieille Europe (France, GB). La crise de 1929 est plus globale sauf peut-être pour le Japon. La crise de 1973 est plus relative et plus sélective : les EUA sont moins affectés que dans les années 1930, l'Europe plus touchée, il y a donc convergence avec la Grande Dépression.

► La crise de 1929 se singularise par la chute spectaculaire du commerce mondial, et dans son sillage fait disparaître le Gold Exchange Standard issu de la conférence de Gênes en 1922

► Les crises ne touchent pas la production et le commerce dans les mêmes proportions : pendant la Grande Dépression, le commerce chute de 50%, la production seulement de 20% ; pendant la crise de 1929, la chute beaucoup plus spectaculaire de la production entraîne un cataclysme pour le commerce mondial. La crise de 1973 provoque une chute de moins de 50% du commerce, mais de 40% de la production.

► Elles ne touchent pas non plus les différents secteurs d'activité de la même manière : si l'agriculture pèse énormément et est la plus touchée au moment de la Grande Dépression, c'est d'abord l'industrie qui est touchée de plein fouet pendant la crise de 1929. En 1973, le secteur agricole ne représente que 5% de la valeur ajoutée et n'est donc que très marginalement touché. Si l'automobile et le logement, la sidérurgie sont en crise, l'aérospatial et les biens d'équipement ainsi que l'électronique réchappent de la crise. La crise de 1929 n'épargne aucune branche, alors que les autres crises sont souvent sectorielles

✍ des points communs apparaissent :

► En premier lieu en terme de périodisation : chaque crise se décompose en deux temps : la période 1873-1895 est coupée en deux par l'articulation 1880-1882 : la période précédente est vécue comme moins tragique que les quinze années suivantes, avec l'apparition en Europe d'une grave crise agricole et d'un effondrement partiel des sociétés rurales, s'accompagnant d'une mévente profonde des agricultures du Nouveau Monde. C'est aussi le moment d'une frénésie protectionniste en Europe et aux Etats-Unis pour soutenir la demande. Pour la crise de 1973, la coupure coïncide avec les années 1979-1980 : on a pris conscience après 1979 et le second choc pétrolier de la durabilité de la crise mais on se refuse au réflexe protectionniste utilisé un siècle plus tôt. Pour la crise de 1929 le mécanisme est inverse : une phase de grave récession avant 1933-36 puis une très légère relance, inachevée. Le choix est libéral avant la césure, puis dans le sillage du New Deal l'interventionnisme se généralise dans les trois années d'avant guerre.


► Les crises accouchent d'un monde nouveau : le krach de Vienne précipite la seconde industrialisation, le krach de 1929, par son ampleur, montre l'importance des Etats-Unis et le glissement du centre éco de la planète vers les Etats-Unis, la crise de 1973 montre le poids nouveau des puissances pétrolières et des pays ateliers d'Asie.

► on a affaire à deux crises mondiales, et non locales, encore que les pays d'Asie et d'Amérique du sud soient précocement sorties de la seconde crise. Ce sont deux crises structurelles, provoquant des désordres monétaires et des dévaluations, générant des faillites d'entreprises. On assiste à une forte augmentation du chômage et une accentuation des inégalités de revenus. L'argent est cher et favorable aux rentiers ; cela freine l'investissement, gêne les transactions, alourdit le poids de l'endettement. Le laminage des profits accompagné d'une légère hausse des salaires réels, sauf dans le cas des années 1970 où les marges des entreprises, croissantes, freinent la progression, voire encouragent la stagnation des salaires réels.


► C'est sur le plan des conséquences sociales et politiques que les différences sont les plus sensibles : la Grande Dépression entraîne une poussée du syndicalisme en Europe et aux Etats-Unis, dans un sens plus réformateur que révolutionnaire. C'est aussi le développement en Europe des partis socialistes, réformistes en GB, gagnés à la sociale-démocratie en All, plus divisés en France (humaniste de Jaurès, plus intransigeante de Guesde). D'une certaine manière en France le boulangisme est aussi un avatar de la crise (résurgence du nationalisme qui transparaît aussi avec l'affaire Dreyfus). La crise de 1929 a lieu dans le contexte des frustrations nationales après les traités de paix de la 1^oGM et notamment de Versailles. Des Etats économiquement faibles poussent sur les ruines de la monarchie. Le régime nazi est le produit de la crise de 1929 et de la révolution de 1917. La guerre civile espagnole, la crise parlementaire française de 1934-36, ressemblent à l'épisode boulangiste du siècle précédent. Partout, presque, depuis les 30 Glorieuses, les syndicats reculent : 20% de syndiqués en 1960, 9% en 1995 en France (recul des idéologies, féminisation, part croissante des immigrés). Sur le plan démographique enfin, les liens entre crise et recul de la fécondité et de la natalité sont complexes : si la natalité recule au moment de la Grande Dépression, un nouveau déclin n'apparaît pas réellement après 1929, car dès 1935 on assiste au premier frémissement d'une


reprise (ancêtre du baby boom d'après guerre). Quant au déclin observé dans les années 1970, il est antérieur au choc pétrolier de 1973.


>>> 1929 = une mutation, les deux autres = une recombinaison.


 synthèse : si deux crises doivent être rapprochées, ce serait celle de 1873 et celle de 1973 : dans les deux périodes, on assiste à une remise en cause du mode de production. Une multitude de petites entreprises font faillite en 1873-1900, car elles ne sont pas concurrentielles. Un siècle plus tard, on assiste à la crise du fordisme et au déclin de l'OST. L'économie dominante est dans les deux cas contestée : la Grande Bretagne subit un réel revers au moment de la Grande Dépression, avec la concurrence des Etats-Unis. Les revers subis par les Etats-Unis dans les années 1970 sont plus relatifs. Dans les deux cas, les crises coïncident avec un ralentissement de l'innovation. **Doc 6** – synopsis page 244

IV-Comment les économistes ont-ils interprété ces crises et influé sur les réponses politiques?

 Les premiers théoriciens expliquent les crises par des intérêts divergents entre les groupes sociaux : ce sont les classiques, essentiellement Ricardo et Malthus. Dans des sociétés encore profondément rurales, ils expliquent que les propriétaires possèdent la terre, que le capitaliste possède les machines, et que les travailleurs salariés sont exploités et dominés. Ils ont des intérêts contradictoires mais les crises sont des accidents temporaires. La normale se rétablit par l'équilibre du marché, la production créant la demande. Pour Malthus on peut jouer pour retrouver l'équilibre sur la natalité en la restreignant.

 Marx se distingue des précédents en expliquant que le capitalisme n'est que l'un des modes d'organisation et de régulation économique possible. Il écrit entre 1848 et 1864 ses ouvrages les plus connus (*le Manifeste du parti communiste*, *le Capital*). Il part du point de vue des dominés. Il explique que les deux classes sociales en présence dans la société, bourgeois et prolétaires, sont amenés à s'affronter dans le cadre de la lutte des classes, car les bourgeois possesseurs des moyens de production recherchent la plus forte plus value, au détriment du salaire du prolétaire. L'équilibre n'est pas retrouvé grâce au marché, et les prolétaires doivent prendre le pouvoir par la force, lors d'une révolution (le Grand Soir). S'ensuit une dictature du prolétariat : le pouvoir appartient non au peuple dans son entier mais à son avant-garde éclairée, qui met en place une société égalitaire et communautaire : ce stade porte le nom de socialisme. Elle vise à terme à établir une société sans classe, la société communisme.

 Les Néo-classiques (Jevons, Walras, Menger) reviennent à l'idée d'un équilibre naturel du marché grâce à une concurrence pure et parfaite entre les différents acteurs économiques. La société se résume à un système d'échanges : pour retrouver l'équilibre, il faut que chacun des acteurs économiques soit parfaitement informé des conditions réelles du marché. C'est la somme des intérêts individuels que se forge l'équilibre global, l'Etat doit donc s'abstenir d'intervenir.

 le premier 20^{ème} siècle voit fleurir les interprétations plus « statistiques » reposant sur l'idée de cycles. Kondratiev évoque des cycles longs de croissance (prospérité) et de récession (dépression), mettant en avant l'exemple de crise. Schumpeter affine cette vision en proposant d'étudier à l'intérieur de ces cycles longs des cycles courts d'une dizaine d'années. Son système repose sur l'entrepreneur qui innove, distinct du capitaliste rentier ou de l'actionnaire

gestionnaire. Les innovations se présentent en fait par grappes et ces grappes déterminent un nouveau cycle économique.

✎ avant même la crise de 1929 Lescure essaie d'expliquer les crises de surproduction, se manifestant par des baisses de production, des hausses ou des baisses brutales de prix, des faillites, du chômage...

✎ La crise de 1929 et la dépression des années 1930 bouleverse largement ces visions théoriques car les remèdes proposés sont inefficaces. Keynes propose de mettre entre parenthèse l'idée d'autorégulation et de concurrence pure et parfaite. Il émet l'idée que l'Etat doit s'endetter et protéger davantage les salariés pour relancer la croissance (*Théorie générale*, 1936). Ses théories sont à l'origine du New Deal, en partie du rapport Beveridge et de l'Etat Providence. Mais jusqu'en 1945 elles sont peu diffusées. En France ses idées sont à l'origine des réformes de structure d'après guerre, des nationalisations et des planifications, de la sécurité sociale, des incitations...

✎ 1973 est une rupture car les remèdes keynésiens échouent cette fois-ci : la société a évolué, et le fordisme social comme mode de régulation économique est refusé par les enfants de mai 1968, entrés dans une ère de consommation. La crise est niée dans un premier temps, interprétée comme un accident par R. Barre ou Marjolin en 1977. L'interventionnisme n'évite ni la progression du chômage ni l'inflation. Les marxistes interprètent la crise comme le produit d'une mécanisation mal employé, qui détruit le travail humain : la solution n'est plus tant à rechercher dans la révolution que dans la recherche de nouvelles techniques utilisant moins de capital. Cette crise provoque le retour des théories néoclassiques et des remèdes libéraux, symbolisés par les politiques de R.Reagan aux Etats-Unis ou de M.Thatcher en Grande Bretagne. Ils interprètent le chômage, clef de voûte de la crise, comme conséquence du refus de travailler à un prix inférieur de celui que l'on avait obtenu alors. A l'heure de la mondialisation, ces théories libérales sont revigorées.

Doc 7- Synthèse de Taïeb page 82.